

PARIS, 17 mars 2022 (AFP) - "Plus de salaires! Moins de précaires!": à moins d'un mois de la présidentielle, de premiers cortèges se sont élancés jeudi pour réclamer une revalorisation des salaires et retraites et rebondir sur la promesse du gouvernement de rehausser la rémunération des fonctionnaires.

"Plus de 150 points de rassemblement" sont prévus selon la CGT, à l'appel d'une intersyndicale CGT, FSU, Solidaires, Unsa et de plusieurs organisations lycéennes.

A Paris, le cortège partira à 14H00 de la place de la République, direction Chaussée d'Antin - La Fayette.

Peu de perturbations étaient constatées dans les transports, sauf dans l'est de la France où seul un TGV sur deux circule vers Strasbourg, Reims et Metz/Nancy. La RATP réserve ses forces pour une journée de **grève** le 25 mars.

Parmi les premiers cortèges à s'élancer, celui de Clermont-Ferrand a réuni environ 800 personnes, selon la CGT, sous une pluie fine derrière une banderole "pour l'augmentation des salaires, des allocations, des pensions et des minima sociaux".

Avec l'inflation galopante, "vous prenez les hausses de l'essence, l'énergie, c'est infernal", a commenté Emmanuel Serrer, agent Enedis de 54 ans, réclamant "une meilleure reconnaissance à travers les salaires".

A Rennes, ils étaient entre 550 (police) et 1.000 personnes (syndicats) derrière une banderole: "la justice sociale, pas l'aumône".

"La préoccupation première des salariés c'est cette revalorisation des salaires", a souligné Dominique Besson Milord, secrétaire générale de l'UD CGT d'Ille-et-Vilaine, tout en reconnaissant "une usure de mobilisations qui n'aboutissent pas, avec des salariés qui sont usés".

A Besançon, environ 300 personnes (police et organisateurs) ont manifesté dans le centre-ville. On pouvait lire sur une pancarte CGT "Plus de salaires ! Moins de précaires". Les militants de ce syndicat et ceux des syndicats de l'enseignement constituaient la majeure partie du cortège, a constaté l'AFP.

Au niveau national, en fin de matinée, le ministère de l'Education a fait état d'un taux moyen de 2,27% de grévistes dans le premier et le second degré.

Au centre des revendications, le pouvoir d'achat alors que l'inflation, mesurée par l'Insee à 3,6% sur un an en février, pourrait encore accélérer en raison du conflit ukrainien. Le Smic pourrait en conséquence connaître une nouvelle revalorisation automatique "d'au moins 2%" dans les prochains mois, selon l'institut.

La précédente journée de mobilisation interprofessionnelle, le 27 janvier, avait réuni 89.000 manifestants en France selon les autorités, plus de 150.000 selon les organisateurs.

Cette fois-ci, la mobilisation pourrait souffrir de l'absence de la confédération Force ouvrière, pourtant présente en janvier.

Et la guerre en Ukraine pèse sur les esprits et "aplatit le débat", comme le note Simon Duteil, codélégué de Solidaires.

Mais "il est de notre responsabilité de maintenir l'agenda social dans l'actualité", affirme de son côté le secrétaire général de l'Unsa, Laurent Escure. "Nos démocraties ne doivent pas être anesthésiées".

Absente lors des précédentes manifestations de janvier et octobre, l'union de syndicats autonomes a rejoint l'intersyndicale avec un slogan qu'elle espère mobilisateur: "Urgences salaires ! Faites le 17 (mars)".

- A minima "autour de 4%" -

=====

Loin de démobiliser les salariés, la promesse d'un relèvement du point d'indice des fonctionnaires, lundi, doit inciter les manifestants à "être encore plus nombreux", selon Céline Verzeletti (CGT).

Alors que le gouvernement n'a pas encore précisé le montant de la hausse et a renvoyé la mesure à une loi votée cet été, sept syndicats ont appelé à une application "le plus rapidement possible".

Ils exigent une augmentation a minima autour de 4%.

Le dévoilement des projets de M. Macron concernant les retraites, avec un report de l'âge légal à 65 ans s'il est réélu, pourrait aussi alimenter la colère jeudi, comme le 1er-Mai, vers lequel se projettent déjà les leaders syndicaux.

"Autour du 1er-Mai les choses vont commencer à s'accélérer", anticipe Simon Duteil, qui prédit qu'en cas de réélection, M. Macron voudra "vite" faire adopter la réforme.

Une manifestation des organisations syndicales de retraités est en outre prévue le 24 mars.